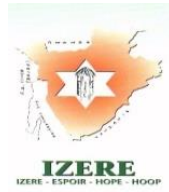


Fondation "IZERE"
Trasmolenstraat 22
1333 CX Almere
KvK nr: 32150726
E-mail: izere2008@yahoo.fr
Site: www.izere.nl



Almere/ Pays-Bas, 28 Octobre 2016

COMMUNIQUE: ref/ 038-12-26/2016

SYMPOSIUM SUR LE BURUNDI AUX PAYS-BAS.

En date du 22 Octobre 2016, la Fondation "IZERE" en collaboration avec l'Ambassade du Burundi aux Pays-Bas, a organisé un Symposium sur le Burundi centré sur la situation sociale, politique et économique actuelle au Burundi, dans la Salle des Conférences du Centre- De Kubus à Lelystad aux Pays-Bas.



Les travaux du Symposium ont été ouverts par une messe animée par le Vicaire du diocèse de Haarlem-Amsterdam, le Père Gérard Bruggink. A cette occasion, une Prière et des Intentions spéciales ont été exprimées en mémoire des Héros de l'Indépendance et de la Démocratie assassinés sauvagement respectivement le 13 Octobre 1961 et le 21 octobre 1993.



Notons qu'une exposition des objets d'arts burundais et des jeux variés à l'intention de la jeunesse et des enfants étaient sur l'agenda, en plus des activités culturelles.



Après le tambour Burundais, les activités se sont poursuivies par un débat centré sur trois thèmes «Burundi: image actuelle (élections de 2015), la création d'emploi (Fonction publique, ONG's, Ambassades), les Investissements dans les PME's /diaspora et la Situation des Burundais vivant aux Pays-Bas ».



Dans son mot d'ouverture, M. André Nkeshimana a souhaité la bienvenue à tous les invités en particulier les Hollandais qui ont bien voulu réserver ce week-end pour le Burundi : "Votre présence ici est une expression claire de votre engagement à soutenir le processus de démocratie du Burundi", dira le Président d'Izere avant de présenter les invités dont ceux venus du Burundi ainsi que les trois thèmes du jour.

1. Parlant du 1er thème au sujet de l'image du Burundi, il a été constaté que certains Burundais de la diaspora parlent souvent du mal de leur pays en faisant semblant d'ignorer la vérité et la réalité de chaque jour jusqu'au point de penser - pour les étrangers moins informés - que les gens parlent de deux pays différents!

Mr Nyamitwe a passé en revue les paradoxes de l'information en soulignant la période consécutive aux élections de 2015 pendant laquelle tous les projecteurs du monde étaient littéralement tournés vers le Burundi. Il montrera des images choquantes relatives à "l'insurrection, au Coup d'Etat et aux actes terroristes dans la capitale, à l'attaque à partir du Rwanda, l'attaque contre 3 casernes militaires, etc."; "sommets et réunions se sont succédés pour parler du Burundi et décider du sort des Burundais: commission de l'UA, UE, EAC, EALA, CIRGL, NU sans oublier les ONGs internationales telles que HRW, International Crisis Group, FIDH, Amnesty International qui rivalisaient dans le flot d'informations et des rapports non vérifiés ou exagérés au nom du sensationnel, évoquant un génocide en cours ou en préparation ou des tueries de masse".

C'est dans cette campagne de médisance que les Journalistes ainsi que les medias locaux et internationaux (site web, blogs, réseaux sociaux, radios et TV.) et des experts même ceux des Nations Unies (cfr le Rapport ENUB), Vidéo sur France 3 (manipulée par l'Avocat belge B. Maingain) ont brillé la manipulation de l'information à des fins de propagande, avant, pendant et après les élections de 2015. Certains journalistes ont été instrumentalisés, peut-être inconsciemment, par des puissances ou des organisations qui voulaient assouvir certains intérêts géopolitiques, idéologiques ou économiques, dira Mr Nyamitwe.



Selon le même orateur, les origines de la crise que vient de connaître le pays ne se situent pas en 2015 comme veut le faire croire une certaine opinion. Les causes de la crise remontent des années 2010: il suffit de penser "aux déclarations des politiciens de l'opposition radicale burundaise, aux différentes attaques armées entre 2010 et 2015, aux câbles confidentiels du Bureau des Nations Unies au Burundi en 2014, à plusieurs tentatives de déstabilisation (soulèvement contre la CNTB entre 2011 et 2014, aux policiers pris en otage par les jeunes du MSD en mars 2014) etc.

C'est ainsi qu'on a assisté à des appels à la mise en place d'un Gouvernement de Transition et la venue des Casques bleus ou une Force de sécurité pour prévenir un génocide politico-ethnique au Burundi en faisant référence au Rwanda des années 1994, des allégations de distribution d'armes aux Imbonerakure, des manifestations un peu partout en Europe et au Canada pour dénoncer un risque de génocide longtemps avant le processus électoral de 2015.

Enfin, le Chargé de l'Information et la Communication à la Présidence de la République a répondu aux différentes questions: la sortie du Burundi de la Cour Pénale Internationale, le dialogue sous la facilitation de l'ancien Président de la Tanzanie William Mkapa, l'harmonisation des salaires, la place actuelle des accords d'Arusha, etc.

Il a terminé ses propos en lançant un appel à tout Burundais de la diaspora à aimer son pays, à dire la vérité et surtout à visiter son pays pour se rendre compte de la réalité de chaque jour aussi bien dans la capitale qu'à l'intérieur du pays. Il a recommandé à tous de soutenir les initiatives visant le dialogue et le débat contradictoire qui sont des ingrédients caractéristiques de la démocratie et la paix durable au Burundi.

2. Entrant dans le vif du sujet concernant la création d'Emploi, les possibilités de travail dans les ONGs Internationales et les Missions diplomatiques ont retenu l'attention des invités. Il a été noté que l'Etat reste le premier pourvoyeur d'emploi au Burundi. Les participants ont fait un constat que le personnel des ONGs et des Ambassades est constitué uniquement de membres de l'ethnie tutsi. Et de se poser la question sur les critères de recrutement au sein de ces organisations internationales dont le PNUD, le HCR, les Instances Onusiennes, la majorité des ONGs Internationales et les Ambassades!

Dr Christine Nina Niyonsavye, elle aussi invitée du Burundi a tenu à s'exprimer sur ce génocide tant chanté par les détracteurs du Burundi. Elle a souligné qu'il existe le Burundi sur internet et le Burundi réel sur terrain: « le Burundi ce n'est pas un enfer comme voudrait le faire croire internet ou certains médias et ce génocide n'est qu'un fond de commerce pour les Burundais mal intentionnés ». Elle a invité les Burundais de la diaspora à se taire (s'ils n'ont rien de bon à dire) plutôt que de dire du mal de leur pays d'origine.

Un des participants a adressé une question au Représentant du Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, M. Arne Bartelsman, de savoir pourquoi l'Ambassade des Pays-Bas au Burundi et les Ambassades en général n'utilisent que le personnel d'une seule ethnie alors qu'ils soutiennent les accords d'Arusha qui plaident pour les quotas dans les instances régissant la République?

A cette question, le représentant des Pays-Bas a confirmé le soutien total de son pays aux Accords d'Arusha. Il a rappelé en effet que la Hollande a beaucoup soutenu les quotas dans la formation de nouvelles Forces de défense et de sécurité mais à la question spécifique concernant le personnel des Ambassades, Mr. Bartelsman a affirmé qu'il ignore cette réalité mais qu'il allait vérifier cette information.



Dr Christine Nina Niyonsavye a confirmé cette réalité. Ce qui a surpris pas mal de participants qui avaient toujours cru que les ONGs, les organismes internationaux ainsi que les missions diplomatiques étaient là pour soutenir chaque fois le Gouvernement Burundais et accompagner ses efforts, notamment dans la réconciliation de ce peuple tant meurtrie.

Pour le public, les autorités Burundaises concernées - citant même SE le Président de la République - doivent prendre ce dossier en mains et intervenir pour que cette

situation change et que “le Soleil brille pour tout le monde” comme c’est le cas aujourd’hui au niveau du Gouvernement et des Institutions Etatiques.

Après une longue séance d’échanges à ce propos, Il a été convenu de laisser la question au Ministère des Relations Extérieures, à celui de l’Intérieur ainsi qu’au Parlement Burundais qui doivent veiller à l’égalité des chances pour tous les citoyens afin que le climat de réconciliation déjà bien avancé aille de l’avant!

3. Le débat sur “les Investissements-projets économiques et la situation des Burundais vivant aux Pays-Bas” a été ouvert par la présentation des projets sociaux et économiques réalisés par IZERE au Burundi: les interventions chirurgicales dans les hôpitaux du Burundi, le sport comme instrument à la réconciliation, les coopératives rurales, le social-investment (boulangerie, briqueterie), les cas sociaux, etc.

- ✓ Mr Oskam Rokus a fait un bref aperçu sur son séjour au Burundi en Septembre dernier où il a eu l’occasion de former les futures utilisateurs de la machine perse pour la fabrication des briques comprimées sur base de la boue, du sable et un peu de calcaire ou de ciment pour garantir la cohésion. Il a insisté sur le caractère environnemental du moment qu’on ne doit pas cuire les briques et être obligé de couper les arbres pour le bois. Notons que cette nouvelle technologie a déjà fait ses preuves dans d’autres pays africains notamment en Ouganda, au Mali, en Sierra Léone, au Kenya et en Tanzanie. Le président d’IZERE a déclaré que cette machine aidera prochainement dans la construction de l’Ecole de métiers à Muzinda.
- ✓ Les pêcheurs de URK-Fish comptent se rendre au Burundi en 2017 pour poursuivre leur projet sur le Lac Tanganyika en vue de moderniser la technique de pêche et améliorer la technique de conservation du poisson au Burundi.

Dr Christine Nina Niyonsavye, Directrice de l’Hôpital PRC a, sur base de son expérience pour avoir vécu en Belgique et dans d’autres pays, encouragé la diaspora à investir au pays notamment dans les projets sociaux: les maisons de repos, les crèches, les centres de santé, etc. Les Burundais de la diaspora ont réfléchi sur quelques stratégies pour faciliter leur intégration aux Pays-Bas telles que la connaissance de la langue Néerlandaise, l’adhésion dans des associations locales, l’apprentissage des métiers,...

Une des recommandations issues de ce débat est l’organisation d’une mission d’Hommes d’affaires hollandais et des Burundais de la diaspora en 2017 en plus du suivi des projets existants.

Avant de clôturer les débats, l’organisateur a remercié les participants en saluant le courage et la franchise qui ont caractérisé ces échanges.

Les travaux ont été clôturés par un repas burundais et une soirée dansante, dans une ambiance fraternelle.



Pour IZERE
Secrétariat, le rapporteur général